



CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/WG-RI/1/8
26 juillet 2005

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

GROUPE DE TRAVAIL SPÉCIAL À COMPOSITION NON LIMITÉE SUR L'EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA CONVENTION

Première réunion

Montréal, 5-9 septembre 2005

Point 5.2 de l'ordre du jour provisoire*

IMPLICATION DU SECTEUR PRIVÉ DANS L'APPLICATION DE LA CONVENTION

Note du Secrétaire exécutif

RÉSUMÉ

1. Le secteur privé doit encore prendre part effectivement et systématiquement à l'application de la Convention aux niveaux national et mondial. Les activités quotidiennes des entreprises et de l'industrie ayant des impacts importants sur la diversité biologique, le secteur privé a le potentiel de contribuer de manière significative à la réalisation de l'objectif de 2010 et de ceux de la Convention en adoptant et en promouvant des bonnes pratiques en matière de diversité biologique, en partageant ses compétences et technologies pertinentes avec le secteur public, et en aidant à démarginaliser la diversité biologique. En outre, certains acteurs du secteur privé ont un intérêt à s'engager dans les questions relatives à la diversité biologique afin de préserver leur réputation ainsi que leur avantage concurrentiel par l'accès à la terre, à la mer et aux autres ressources naturelles, aux droits juridiques et sociaux d'exercer leurs activités, aux capitaux, assurances et ressources humaines.

2. Un objectif du Plan stratégique de la Convention est que « les parties prenantes et les acteurs clés, notamment le secteur privé, sont engagés dans un partenariat pour appliquer la Convention et ils intègrent les préoccupations touchant à la diversité biologique dans leurs plans, programmes et politiques sectoriels et intersectoriels pertinents » (objectif 4.4). La présente note examine les différentes possibilités pour renforcer l'engagement du secteur privé dans l'application de la Convention, parmi lesquelles l'accroissement de la sensibilité du secteur privé et du public à l'égard de la diversité biologique et de la Convention, ainsi que de leur pertinence pour les entreprises ; l'élaboration et la mise en œuvre des orientations, normes et autres outils dont le but est d'encourager les sociétés à appliquer les meilleures pratiques en matière de diversité biologique ; le renforcement et la promotion des bonnes pratiques dans une perspective plus large ; et l'implication du secteur privé dans le processus de la Convention aux niveaux mondial et national.

*

UNEP/CBD/WG-RI/1/1.

/...

3. Cette note s'inspire, parmi d'autres sources, de la réunion de réflexion tenue à Londres les 20 et 21 janvier 2005, et organisée par le Secrétaire exécutif, en partenariat avec le Ministère britannique de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales (DEFRA), le Ministère brésilien de l'environnement, l'Union mondiale pour la nature (UICN), le Conseil brésilien des entreprises pour un développement durable (CEBDS) et Insight Investment. L'objectif de cette réunion était de trouver des idées pouvant être le mieux concrétisées par le biais de la Convention ou venant à l'appui de ses objectifs, pour engager les entreprises dans les questions de diversité biologique.

4. La note décrit également dans leurs grandes lignes les initiatives sur les entreprises et la diversité biologiques existantes sur lesquelles il est possible de s'appuyer et de tirer des enseignements en vue d'assurer que la contribution potentielle du secteur privé aux objectifs de la Convention est mise à profit de la meilleure façon qui soit.

RECOMMANDATIONS SUGGÉRÉES

Le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'examen de l'application de la Convention pourrait envisager d'adopter un projet de recommandations contenant les éléments suivants :

Le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'examen de l'application de la Convention,

Rappelant les décisions III/6, V/11 et VI/26 de la Conférence des Parties, en particulier l'objectif 4.4 du Plan stratégique (« les parties prenantes et les acteurs clés, notamment le secteur privé, sont engagés dans un partenariat pour appliquer la Convention et ils intègrent les préoccupations touchant à la diversité biologique dans leurs plans, programmes et politiques sectoriels et intersectoriels pertinents »),

Soulignant la nécessité d'engager toutes les parties prenantes dans l'application de la Convention et dans la réalisation de l'objectif de 2010, tout en gardant présent à l'esprit que la responsabilité de la mise en œuvre incombe principalement aux Parties,

Notant qu'il existe de multiples raisons de promouvoir l'engagement des entreprises et de l'industrie dans l'application de la Convention, y compris les suivantes :

a) Bien que le secteur privé soit sans doute le moins engagé de toutes les parties prenantes dans l'application de la Convention, les activités quotidiennes des entreprises et de l'industrie ont une incidence majeure sur la diversité biologique. Encourager les entreprises et l'industrie à adopter et à promouvoir des bonnes pratiques contribuerait d'une manière substantielle à l'objectif de 2010 et à ceux de la Convention ;

b) Les entreprises individuelles et les associations industrielles, qui peuvent avoir un rôle très influent sur les gouvernements et l'opinion publique, ont le potentiel de mettre davantage en évidence l'importance de la diversité biologique et de la Convention elle-même ;

c) Le secteur privé a des connaissances et possède des ressources technologiques relatives à la diversité biologique, ainsi que des compétences plus générales de gestion, de recherche et de communication, qui, si elles sont mobilisées, pourraient faciliter l'application de la Convention,

1. *Se félicite de* l'initiative du Ministère brésilien de l'environnement et du Ministère britannique de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales (DEFRA), élaborée conjointement avec l'Union mondiale pour la nature (UICN), le Conseil brésilien des entreprises pour un développement durable (CEBDS), Insight Investment et le Secrétaire exécutif, de développer des idées pouvant le mieux être réalisées à travers la Convention ou venir en appui de ses objectifs, en particulier pour engager les entreprises dans les questions de diversité biologique, comme moyen de réaliser l'objectif de 2010 ;

2. *Prend note* du rapport de la réunion sur « l'Entreprise et le défi 2010 de la biodiversité » qui s'est tenue à Londres les 20 et 21 janvier 2005 ;

3. *Note* que les types d'outils et de mécanismes suivants peuvent être utiles pour faciliter la contribution des entreprises et de l'industrie à l'application de la Convention et de son objectif de 2010 :

a) les matériels de sensibilisation et les ateliers de formation sur les questions concernant les entreprises et la diversité biologique destinés au secteur privé ;

b) les orientations sur l'intégration des éléments relatifs à la diversité biologique dans les normes comptables et de performance facultatives et obligatoires, les lignes directrices et les indices existants afin de démarginaliser les éléments relatifs à la diversité biologique dans les pratiques des entreprises ;

c) les systèmes de certification reflétant l'ensemble des questions relatives à la diversité biologique pour faciliter un choix des consommateurs qui soit basé sur les performances des entreprises en matière de diversité biologique ;

d) les normes convenues au niveau international sur les activités ayant une incidence sur la diversité biologique ;

e) les orientations et les outils pour assister les sociétés à appliquer des bonnes pratiques en ce qui concerne la diversité biologique ;

f) les politiques et les plans d'action relatifs à la diversité biologique pour déterminer et mettre en œuvre l'engagement des sociétés en matière de diversité biologique ;

g) les critères de diversité biologique pour orienter et évaluer les pratiques de gestion des entreprises en matière de diversité biologique ;

h) les mesures de compensation de la perte de biodiversité pour permettre aux sociétés de remplir leurs engagements en compensant les impacts négatifs inévitables de leurs activités sur la diversité biologique ;

i) les mesures de la valeur de la diversité biologique, et les modèles pour la prise de décision basés sur ces mesures, afin d'aider les sociétés à concrétiser leurs engagements en matière de diversité biologique ;

j) les partenariats pour faciliter le partage des connaissances en ce qui concerne les bonnes pratiques ;

4. *Note* que la contribution des entreprises et de l'industrie à la mise en œuvre de la Convention et de son objectif de 2010 pourrait être facilitée par de nouveaux travaux entrepris dans le cadre de la Convention concernant l'élaboration :

a) d'outils, d'orientations et de normes sur les questions relatives à la diversité biologique intéressant le secteur privé ;

b) de mesures de la valeur de la diversité biologique pour l'établissement des priorités et la prise de décision ;

c) d'orientations sur l'intégration de la diversité biologique dans les normes industrielles, les systèmes de certification et les lignes directrices ;

d) d'un guide sur la Convention destiné au secteur privé.

5. *Se félicite* de la proposition des partenaires mentionnés au paragraphe 1 ci-dessus de tenir une réunion additionnelle.

6. *Invite* les organisateurs de la réunion proposée et les participants à celle-ci à examiner les questions suivantes, et à faire rapport à la Conférence des Parties à sa huitième réunion sur les résultats obtenus :

a) la poursuite de l'élaboration des outils et mécanismes énumérés au paragraphe 3 de la présente recommandation ;

b) l'engagement des secteurs financiers et des assurances dans l'application de la Convention, y compris les possibilités à explorer pour la mise sur pied d'une initiative mondiale sur la banque, les entreprises et la diversité biologique, telle que décrite au paragraphe 11 (d) de la décision VI/16 ;

c) l'engagement des sociétés dont les activités ont une incidence sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages dans l'application de la Convention.

7. *Recommande* que la Conférence des Parties, en tant que contributions à l'objectif 4.4 du Plan stratégique :

a) *Engage vivement* les correspondants nationaux, travaillant en collaboration avec les organismes gouvernementaux concernés, à communiquer l'importance de la diversité biologique aux sociétés opérant sur le territoire des Parties, y compris les entreprises d'État et les petites et moyennes entreprises ; à impliquer ces sociétés dans l'élaboration des stratégies et plans d'action nationaux sur la diversité biologique (SPANB) ; et à les encourager à adopter des pratiques qui soutiennent la mise en œuvre des SPANB et les objectifs de la Convention ;

b) *Encourage* les correspondants nationaux, lorsque cela se justifie, à intégrer les représentants du secteur privé dans les délégations nationales prenant part aux réunions de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, de la Conférence des Parties, et autres réunions intergouvernementales, ainsi qu'à les nommer pour participer aux groupes d'experts techniques ;

c) *Prie* le Secrétaire exécutif de rassembler l'information disponible sur le dossier de rentabilité pour la diversité biologique et les bonnes pratiques intéressant la diversité biologique, et de mettre cette information à disposition au moyen du mécanisme d'échange.

d) *Prie en outre* le Secrétaire exécutif de considérer le secteur privé en tant que destinataire de ces matériels de sensibilisation et de l'impliquer dans l'Initiative mondiale sur la communication, l'éducation et la sensibilisation du public ;

e) *Invite* les entreprises et les organisations et partenariats concernés à développer et à promouvoir le dossier de rentabilité pour la diversité biologique, ainsi qu'une utilisation plus large des lignes directrices concernant les bonnes pratiques, des critères, des systèmes de certification, des mesures de compensation et des lignes directrices et normes de remise de rapports, notamment les normes de performance conformes aux indicateurs de 2010, et à préparer et à communiquer à la huitième réunion de la Conférence des Parties, tout engagement volontaire pouvant contribuer à la réalisation de l'objectif de 2010 ;

f) *Invite* les entreprises à mettre plus clairement leurs politiques et pratiques en conformité avec les buts et les objectifs de la Convention ;

g) *Encourage* les représentants du secteur privé à participer aux réunions de la Conférence des Parties, de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, et autres réunions intergouvernementales ;

h) *Décide* d'examiner, à sa neuvième réunion, de nouvelles voies et moyens de promouvoir l'implication des entreprises dans l'application de la Convention, en accordant une attention particulière au rôle de la Convention à faciliter celui-ci.

I. INTRODUCTION

1. Le Plan stratégique pour la Convention sur la diversité biologique énonce l'objectif : « d'assurer d'ici à 2010 une forte réduction du rythme actuel de perte de diversité biologique aux niveaux mondial, régional et national » (décision VI/26). Afin d'atteindre cet objectif, le Plan définit un ensemble de buts et objectifs secondaires. L'objectif 4.4 du Plan stratégique est que « les parties prenantes et les acteurs clés, notamment le secteur privé, sont engagés dans un partenariat pour appliquer la Convention et ils intègrent les préoccupations touchant à la diversité biologique dans leurs plans, programmes et politiques sectoriels et intersectoriels pertinent ». Cet objectif reconnaît le rôle important que le secteur privé, notamment les industries qui tirent parti de la diversité biologique et de ses éléments constitutifs ou les influencent fortement, peut jouer dans l'application des objectifs de la Convention.

2. L'avantage potentiel d'impliquer le secteur privé dans l'application de la Convention est reconnu depuis longtemps. L'article 10 (e) de la Convention engage les Parties à encourager les pouvoirs publics et le secteur privé à collaborer dans la mise au point de méthodes favorisant l'utilisation durable des ressources biologiques. Dans sa décision III/6, la Conférence des Parties a demandé au Secrétariat d'explorer les possibilités d'encourager le secteur privé à soutenir les objectifs de la Convention, et, dans sa décision IV/12, elle a demandé au Secrétariat d'envisager la possibilité d'obtenir du secteur privé un soutien financier en faveur de la Convention, d'examiner les difficultés qu'il faudrait surmonter pour ce faire, et les incidences de ce soutien. En outre, dans sa décision V/11, la Conférence des Parties a décidé que la question de la participation du secteur privé serait inscrite, s'il y a lieu, à l'ordre du jour de sa réunion ordinaire et intégrée dans les éléments sectoriels et thématiques de son programme de travail. Dans la décision VI/16, le Secrétaire exécutif, en collaboration avec le Fonds mondial pour l'environnement, a été invité à examiner les possibilités de mettre sur pied une initiative mondiale sur la banque, les entreprises et la diversité biologique. Par ailleurs, de nombreuses décisions sur des questions et mécanismes particuliers, y compris le transfert de technologie, l'utilisation durable, la diversité biologique agricole et des forêts, les mesures d'incitation et le mécanisme d'échange, font référence de manière explicite au renforcement de l'engagement du secteur privé.

3. En dépit de ce cadre général, et bien que la plupart des processus de la Convention autorisent la participation du secteur privé, l'implication du secteur privé dans les réunions de la Conférence des Parties, ses organes subsidiaires, et le travail de la Convention a été limité jusqu'ici. Ni la Convention ni les entreprises ne se sont engagés activement ou régulièrement au niveau mondial, tandis que leur implication au niveau national varie considérablement entre les Parties. La mise en œuvre intersectorielle reste un des plus grands défis auxquels se trouve confrontée la Convention.

4. Le secteur privé est sans doute le moins engagé de tous les groupes de parties prenantes dans l'application des objectifs de la Convention, alors que les activités quotidiennes des entreprises et de l'industrie ont une incidence majeure sur la diversité biologique. Il apparaît ainsi nécessaire, avec 2010 s'approchant rapidement, d'impliquer efficacement le secteur privé, parmi d'autres parties prenantes, plus généralement dans le processus et dans l'application des objectifs de la Convention. Cette appréciation arrive à un moment où les sociétés et les associations industrielles reconnaissent de plus en plus l'importance de la diversité biologique et de ses éléments constitutifs pour l'exercice de leurs activités et leurs résultats financiers, créant de ce fait, peut-être pour la première fois, un environnement favorable à l'engagement du secteur privé dans les objectifs de la Convention.

5. Afin d'explorer les possibilités d'une coopération avec le secteur privé, et les avantages et les risques potentiels liés à celle-ci, le Secrétaire exécutif, le Ministère britannique de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales (DEFRA), le Ministère brésilien de l'environnement, l'Union mondiale pour la nature (UICN), le Conseil brésilien des entreprises pour un développement durable (CEBDS) et Insight Investment ont coparrainé la réunion sur « l'Entreprise et le défi 2010 de la

biodiversité » qui s'est tenue à Londres les 20 et 21 janvier 2005. Cette réunion exploratoire d'ampleur limitée a rassemblé des personnes du secteur privé, de la société civile, des gouvernements et des communautés locales et autochtones pour développer des idées, pouvant être le mieux concrétisées dans le cadre de Convention ou venant à l'appui de ses objectifs, pour engager les entreprises dans les questions de diversité biologique en tant que moyen permettant d'œuvrer à la réalisation de l'objectif de 2010. Afin de centrer la discussion, cette première réunion, dans ce qui est envisagé comme un processus plus large, s'est concentrée sur les sociétés ayant une incidence directe sur la diversité biologique et sur celles dont l'impact sur la diversité biologique résulte de leurs chaînes d'approvisionnement.

6. Les participants à la réunion ont identifié une série d'idées pour renforcer la contribution des entreprises aux objectifs de la Convention. Celles-ci sont résumées dans le rapport de réunion (UNEP/CBD/WG-RI/1/INF/5). Un certain nombre de ces idées sont actuellement approfondies et les travaux seront poursuivis à la deuxième réunion qui aura lieu au Brésil plus tard dans l'année (2005). Cette deuxième réunion aura une représentation plus large et, en plus de prendre appui sur les résultats de la première réunion, examinera les questions relatives aux sociétés financières et d'assurance, ainsi que celles relatives aux industries qui ont une influence sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages.

7. S'inspirant des résultats de la première réunion et d'autres sources, la présente note étudie la raison d'être du renforcement de l'implication du secteur privé dans l'application de la Convention ainsi que les possibilités pour accroître cette participation. Dans l'ensemble de la note, l'expression "secteur privé" est utilisée dans un sens vague pour désigner principalement les entreprises et l'industrie, privées ou publiques. La note est divisée en sept sections : la section II expose la raison d'être d'impliquer le secteur privé, la section III examine certains des risques liés à cette implication, la section IV décrit le dossier de rentabilité pour la diversité biologique, la section V donne des précisions sur les voies et les moyens potentiels d'impliquer le secteur privé, la section VI fournit une liste indicative des initiatives existantes, et la section VII expose les observations finales.

II. RAISON D'ÊTRE D'IMPLIQUER LE SECTEUR PRIVÉ DANS L'APPLICATION DE LA CONVENTION

8. En tant que partie prenante concernée par la diversité biologique de poids, le secteur privé représente un partenaire potentiel important pour la mise en œuvre de la Convention et la réalisation de l'objectif de 2010. Il est nécessaire de faire des efforts proactifs pour impliquer le secteur privé pour les raisons suivantes :

a) Le secteur privé est constitué d'acteurs qui ont des impacts directs et indirects importants ^{1/} sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, et sur le partage des avantages résultant de l'utilisation des ressources génétiques. Faire participer de manière plus effective ces acteurs dans la mise en œuvre des objectifs de la Convention les encouragera à éviter d'avoir des impacts négatifs sur la diversité biologique, à les minimiser ou à les atténuer, ainsi qu'à promouvoir des bonnes pratiques qui pourraient servir de modèles pour une utilisation plus large. L'implication du secteur privé dans les questions de diversité biologique ayant été limitée par le passé, des améliorations, mêmes mineures, dans les pratiques des entreprises peuvent contribuer de manière importante à l'objectif de 2010 et à ceux de la Convention ;

b) Les entreprises individuelles et les associations industrielles pouvant avoir une très grande influence sur les gouvernements et l'opinion publique sont, par conséquent, susceptibles de mettre

^{1/} Les impacts directs ont une influence directe sur la diversité biologique (c'est le cas, par exemple, de la surpêche provoquant la perte d'espèces). Les impacts indirects résultent d'actions qui ont des effets qui ont un impact sur la diversité biologique (c'est le cas, par exemple, des émissions industrielles qui entraînent une pollution de l'eau qui cause une perte d'espèces).

mieux en évidence l'importance de la diversité biologique et de la Convention elle-même. Par exemple, dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCUNCC), une coalition de sociétés a joué un rôle important en faisant campagne pour le besoin d'un cadre réglementaire clair et concerté afin de pouvoir planifier leurs pratiques commerciales en conséquence (par exemple, en investissant dans les technologies faibles en carbone). En outre, de nombreuses sociétés ont soutenu l'adoption par les gouvernements de politiques de l'après-Kyoto solides ;

c) Le secteur privé a des connaissances et possède des ressources technologiques relatives à la diversité biologique, ainsi que des compétences plus générales en matière de gestion, de communication, et de recherche et développement. Leur mobilisation effective faciliterait la mise en œuvre de la Convention ;

d) Le secteur privé est une partie prenante importante dans les politiques et activités relatives à la diversité biologique. Son implication dans le processus de la Convention contribuerait à veiller à ce que les résultats de la Convention (principes, lignes directrices et outils) soient viables et, par conséquent, utilisés pour mettre en œuvre la Convention.

9. Par ailleurs, le secteur privé et ses fondations connexes représentent des bailleurs de fonds importants pour les projets de conservation, réalisés pour l'essentiel par les organisations non gouvernementales. Bien que cela soit important, ce n'est pas la principale raison pour l'implication du secteur privé dans l'application de la Convention. Améliorer les pratiques des entreprises aura une incidence globale plus élevée sur la diversité biologique que ne le fait le financement de projets spécifiques.

III. RISQUES LIÉS A L'IMPLICATION DU SECTEUR PRIVÉ

10. L'implication du secteur privé dans la Convention présente certains risques au regard de son processus devant être pris en considération lors de la détermination des voies et des moyens de cette participation :

a) Les Parties définissent la politique à suivre par le biais du processus de la Convention. Alors que des sociétés peuvent être plus importantes en termes économiques que certaines Parties à la Convention et s'avérer potentiellement plus puissantes que ces dernières, l'intégrité du processus de la Convention doit être garantie en permanence ;

b) Les sociétés ayant une incidence importante sur la diversité biologique s'intéressent, par définition, tout particulièrement à l'utilisation des éléments constitutifs de la diversité biologique, à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages, ainsi qu'à la réglementation de telles activités ;

c) La Convention doit faire attention à ne pas affaiblir les initiatives existantes en matière de consolidation des normes relatives à la diversité biologique par les autres acteurs, parmi lesquels les groupes industriels, les investisseurs et les opposants, en donnant une vision de l'engagement de sociétés spécifiques ou par le "verdissement d'image" ^{2/} de l'implication des entreprises dans l'application de la Convention ;

d) La Convention a bénéficié du soutien appuyé des organisations de la société civile et des communautés autochtones et locales. L'implication du secteur privé devrait être conçue de manière à ne pas aliéner le soutien de ces acteurs et des autres parties prenantes ;

^{2/} On parle de "verdissement d'image" (du terme anglophone "greenwashing") quand des choses sont faites pour sembler plus salutaires pour l'environnement qu'elles ne le sont en réalité.

e) Alors que le secteur privé est une partie prenante importante dans la mise en œuvre des objectifs de la Convention, il n'en reste pas moins que la responsabilité première de l'application de la Convention incombe aux Parties ;

f) En sollicitant ou en recevant des fonds du secteur privé pour ses principales fonctions, l'indépendance du Secrétariat de la Convention et du processus de la Convention pourraient être mises en question.

11. Comme pour l'ensemble des parties prenantes, les opérations avec le secteur privé doivent être totalement transparentes et ouvertes afin de minimiser les risques décrits ci-dessus et veiller à ce que les activités associées à l'implication du secteur privé soient légitimes. Les Directives concernant la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les entreprises ^{3/} et les lignes directrices utilisées par les autres organisations peuvent fournir des modèles utiles pour légitimer l'implication du secteur privé.

IV. DOSSIER DE RENTABILITÉ POUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

12. Alors que la diversité biologique et ses éléments constitutifs fournissent à l'ensemble des individus et des secteurs des biens et services essentiels, cet apport est menacé par les activités humaines. Le déclin constant de la disponibilité de ces ressources pose un risque considérable pour les futures générations, personnes ou sociétés. ^{4/} Par conséquent, si certaines entreprises choisissent d'intégrer les éléments de la diversité biologique dans leurs pratiques parce que c'est "la bonne chose à faire" ou simplement comme un exercice de relations publiques, de plus en plus de sociétés, en particulier celles qui dépendent fortement de la diversité biologique ou ont des impacts importants sur celle-ci, se sentent obligées d'investir dans la diversité biologique afin de maintenir et accroître leurs bénéfices.

13. Le dossier de rentabilité pour atténuer les risques sur la diversité biologique, minimiser les effets négatifs sur celle-ci, et investir dans la conservation et la restauration des écosystèmes, est basé sur la nécessité pour une société de maintenir son avantage concurrentiel et sa durabilité à long terme.

14. Dans les industries ayant des impacts importants sur la diversité biologique, la productivité d'une société et souvent son avantage concurrentiel vont être influencés par son bilan en matière de diversité biologique. Celui-ci peut être défini par le respect des prescriptions juridiques ; l'application de normes industrielles et de mécanismes de déclaration, comme la norme ISO 14001 ^{5/} ou la *Global Reporting Initiative* (l'initiative mondiale sur les rapports de performance), ^{6/} les réponses fournies aux demandes des communautés locales, des associations de la société civile et des actionnaires, l'application de normes initiées par les consommateurs, tels que le *Marine Stewardship Council* (MSC) ^{7/} et autres systèmes de certification.

^{3/} Les Directives concernant la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les entreprises (*Guidelines for Dealing with Business*) sont accessibles en ligne à l'adresse Web suivante : <http://www.un.org/partners/business/index.asp>

^{4/} Voir, par exemple, le rapport de synthèse de l'Evaluation des écosystèmes pour le millénaire, intitulé : "Ecosystems and Human Well-being: Opportunities and Challenges for Business and Industry" (www.maweb.org)

^{5/} ISO 14001 est une norme de gestion de l'environnement de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

^{6/} L'initiative mondiale sur les rapports de performance est un processus impliquant plusieurs parties prenantes et une organisation indépendante dont le but est d'élaborer des lignes directrices pour l'établissement de rapport sur le développement durable applicables à l'échelle mondiale. Ce centre de collaboration officiel du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) travaille en coopération avec le Pacte mondial des Nations Unies.

^{7/} La MSC est une organisation indépendante à but non lucratif qui promeut la bonne gestion de la pêche à travers un programme de certification.

15. Les aspirations de la société et les prescriptions juridiques soutenant de plus en plus la diversité biologique, les sociétés ayant un bon bilan en matière de biodiversité sont mieux placées que les autres. Le bilan en matière de diversité biologique d'une société influencera de plus en plus sa capacité d'accéder à la terre, à la mer et autres ressources naturelles essentielles pour ses opérations, ainsi que sa capacité à obtenir les droits juridiques et sociaux d'exercer ses activités dans une zone donnée. Cela affectera également l'accès des sociétés aux capitaux et aux assurances, du fait notamment que l'impact d'une société sur la perte de diversité biologique est de plus en plus reconnu comme un risque matériel déterminant pour les entreprises. Pour les détaillants et autres sociétés qui interagissent directement avec le public, un bon bilan en matière de diversité biologique leur facilitera également l'accès aux marchés de consommation, en particulier en raison du fait que les consommateurs sont de plus en plus sensibles à l'importance de la diversité biologique. Dans toutes les industries, un bon bilan en matière de biodiversité peut aider à attirer et à fidéliser les employés hautement qualifiés.

16. L'avantage concurrentiel et la durabilité à long terme d'une société seront aussi affectés par sa productivité globale. Pour les sociétés dont les activités dépendent de la diversité biologique, de ses éléments constitutifs, ou des services écosystémiques dont le fonctionnement dépend de la diversité biologique, le déclin de la disponibilité de ces ressources et services est un facteur de risque pour la production pouvant se traduire par des chaînes d'approvisionnement et des services peu fiables, une baisse de la productivité et une faible qualité des produits. Dans ces industries, les sociétés qui minimisent leurs impacts négatifs sur la diversité biologique et investissent dans la santé des écosystèmes contribuent à garantir la durabilité de leurs affaires. Non seulement elles sauvegardent, voire renforcent les stocks de ressources et services sur lesquels elles dépendent pour leur fonctionnement, mais elles augmentent également leur capacité à s'adapter à de nouvelles conditions et à rester compétitives.

17. Les sociétés qui peuvent prévoir ou identifier de nouveaux marchés ont un avantage concurrentiel. Les pressions exercées sur la diversité biologique, ses éléments constitutifs, et les services écosystémiques qu'elle soutient ont donné naissance à des nouveaux débouchés commerciaux "écologiques", tels que l'énergie renouvelable, l'agroforesterie, le tourisme écologique et la restauration écologique. Etant donné que la perte de biodiversité continue, l'importance de ces nouveaux débouchés va devenir de plus en plus manifeste. Les sociétés qui exploitent ces débouchés bénéficieront de l'avantage du premier entrant.

18. La capacité d'une société à s'adapter aux nouvelles attentes et prescriptions juridiques, ainsi que les changements de l'environnement afférents à la diversité biologique, auront un impact direct sur ses résultats financiers. Afin qu'une société prenne conscience de l'avantage concurrentiel potentiel qu'elle a à s'engager dans les questions de diversité biologique très tôt, elle doit être au courant des politiques en vigueur en matière de diversité biologique, de leurs orientations et des outils à sa disposition pour l'aider à traiter les préoccupations en matière de diversité biologique. En participant activement à la Convention, les sociétés peuvent accroître leur compétitivité en se maintenant informées sur les questions relatives à la diversité biologique et en contribuant à l'élaboration des politiques et outils qui affecteront leurs activités.

V. LES VOIES ET LES MOYENS D'IMPLIQUER LE SECTEUR PRIVÉ

19. Les possibilités de faire participer les différents types d'industries dans la mise en œuvre de la Convention sont influencées par les rapports que chaque entreprise entretient avec la diversité biologique. Bien que toutes les entreprises aient des impacts directs ou indirects sur la diversité biologique, l'importance de l'incidence de leurs activités sur la diversité biologique, ainsi que leur dépendance opérationnelle vis-à-vis de celle-ci, varient. Par exemple, les industries du bois, de la pêche, et dans une moindre mesure, pharmaceutiques, sont toutes tributaires de la diversité biologique pour leur productivité et ont des impacts directs sur la diversité biologique. Les industries du transport, technologiques et financières, d'un autre côté, ne dépendent pas directement de la diversité biologique pour exercer leurs activités ou n'ont pas d'incidence directe sur elle, mais peuvent avoir des impacts indirects importants sur

la diversité biologique, par exemple, en raison de la pollution de l'air qu'elles génèrent. La rentabilité de ces industries peut également être influencée par la diversité biologique en fonction des types de produits qu'elles transportent, dans le cas des industries du transport, ou des sociétés dans lesquelles elles investissent, s'agissant des institutions financières.

20. Les industries dont la productivité dépend directement ou indirectement, à travers leurs chaînes d'approvisionnement, de la diversité biologique, ou qui ont des impacts directs importants sur la diversité biologique, représentent sans doute les plus importantes possibilités pour l'implication du secteur privé, ces industries ayant déjà un intérêt (reconnu de manière explicite ou non) vis-à-vis des questions relatives à la diversité biologique, et parce qu'en améliorant leurs pratiques, elles peuvent jouer un rôle important dans la réduction du taux actuel de perte de diversité biologique. Cela vaut particulièrement pour les sociétés qui interagissent directement avec les consommateurs, du fait qu'elles sont directement touchées quand elles sont dans l'impossibilité d'atteindre les attentes du public. Ces sociétés ont également un effet sur leurs chaînes d'approvisionnement. Impliquer les industries qui ont des impacts indirects importants sur la diversité biologique pourrait s'avérer plus difficile mais représenter un potentiel élevé. L'implication des établissements bancaires, financiers et des assurances, par exemple, peut démarginaliser la diversité biologique au sein du secteur privé en en faisant une question pertinente pour toute société désirant emprunter, investir ou s'assurer. Bien qu'en dernière analyse toutes les parties prenantes doivent être impliquées dans la mise en œuvre de la Convention, les efforts pour faciliter cet engagement devraient être axés en premier lieu sur les possibilités ayant un impact élevé. La diversité biologique commençant à être mieux connue au sein du secteur privé, d'autres possibilités de participation apparaîtront.

21. L'implication du secteur privé dans les questions relatives à la diversité biologique peut être facilitée grâce aux mécanismes réglementaires et/ou aux initiatives volontaires, lesquels doivent être mis en œuvre parallèlement afin de se renforcer mutuellement. La participation du secteur privé nécessite de définir les engagements à prendre en matière de diversité biologique et de les concrétiser. Les voies et les moyens potentiels de faciliter de tels engagements sont déterminés ci-dessous. Ces options ont été divisées en quatre catégories principales : mieux faire prendre conscience des questions liées à la diversité biologique et à la Convention ; utiliser les orientations, normes et autres outils ; renforcer et promouvoir plus largement les bonnes pratiques ; et impliquer le secteur privé dans le processus de la Convention. Mise à part cette dernière catégorie, toutes les autres peuvent être entreprises dans le cadre du processus formel de la Convention, indépendamment ou avec le soutien de celui-ci. De plus, ces options peuvent être le mieux réalisées par les entreprises, les organisations de la société civile, les Parties, le Secrétariat de la Convention ou l'association de ces acteurs.

22. Les options présentées ci-dessous répondent à un certain nombre de questions soulevées lors de la réunion sur « l'Entreprise et le défi 2010 de la biodiversité » et constituent seulement certaines des voies et moyens potentiels d'impliquer le secteur privé. Elles ont pour objet de compléter ou de tirer parti du travail actuel et futur de la Convention.

A. *Accroître la sensibilisation et la compréhension en matière de diversité biologique et vis-à-vis de la Convention*

23. Afin de faciliter et d'encourager l'implication des entreprises dans l'application de la Convention, la diversité biologique, sa pertinence pour les entreprises, ainsi que le processus de la Convention et ses résultats doivent être clairement communiqués au secteur privé. Cela implique de démystifier ces concepts aux yeux du secteur privé en :

a) définissant explicitement, dans le contexte de la durabilité, ce qu'est la diversité biologique, son importance et les menaces qui pèsent sur elle ;

b) expliquant, en termes économiques, les objectifs, le processus et le travail de la Convention, y compris les politiques, normes et lignes directrices émanant de la Convention et autres processus associés, ainsi que leur pertinence pour les entreprises. Une attention particulière doit être portée à l'objectif de 2010 et aux buts, objectifs et indicateurs connexes, et à leur signification pour les entreprises. Ces informations devraient être tenues à jour pour refléter les nouveaux développements opérés dans la Convention au fur et à mesure que ceux-ci voient le jour ;

c) renforçant le dossier de rentabilité pour la diversité biologique. Cela pourrait impliquer d'explorer et d'articuler davantage les risques pour les entreprises d'omettre d'examiner les questions relatives à la diversité biologique et aux débouchés commerciaux potentiels liés à leur implication sur ces questions.

24. Les informations ci-dessus peuvent être transmises au moyen de brochures, de guides, de forums de discussion sur Internet, d'ateliers et autres outils de sensibilisation pouvant être élaborés à travers l'Initiative mondiale sur la communication, l'éducation et la sensibilisation du public ou par d'autres institutions compétentes, et diffusés ou facilités par les associations d'entreprises et les conseils d'entreprises, les organisations de la société civile qui interagissent régulièrement avec les entreprises, et les organismes publics concernés. Un guide sur la Convention destiné au secteur privé, une brochure sur l'objectif de 2010 et sa pertinence pour les entreprises, des ateliers sur la Convention et ses résultats, par exemple, devraient aider à assurer que les acteurs du secteur privé comprennent le processus de la Convention et la façon dont celui-ci peut avoir des incidences sur leurs pratiques, ainsi que les encourager à se conformer aux politiques, normes et lignes directrices élaborées par les Parties à la Convention.

25. Le profil de la diversité biologique et la sensibilisation à celle-ci pourraient également être renforcés au sein des milieux d'affaires et, plus largement, à travers l'élaboration de campagnes menées par les entreprises.

a) Les sociétés et les associations industrielles pourraient conduire ou élaborer en collaboration avec les organisations non gouvernementales compétentes une campagne unificatrice pour donner une impulsion aux questions de diversité biologique au sein des milieux d'affaires et accroître plus largement la sensibilité dans ce domaine. Une campagne intitulée "Aucune perte nette" ("*No Net Loss*"), dans laquelle les sociétés s'engagent à aucune perte nette de la diversité biologique en raison de leurs pratiques, par exemple, peut-être développée pour déterminer et orienter la contribution des entreprises à l'objectif de 2010 en matière de diversité biologique, et pourrait inclure une déclaration de soutien en faveur de cet objectif et manifestant leur volonté de le réaliser. Cette idée, ou des idées similaires, peuvent être considérées comme des contributions de la part des entreprises au partenariat mondial pour la diversité biologique (voir UNEP/CBD/WG-RI/1/7/Add.1) ;

b) Les sociétés et les associations industrielles pourraient élaborer et mettre en œuvre des campagnes visant à mieux faire prendre conscience des questions de diversité biologique qui les affectent ou qu'elles influent, en citant des mesures qu'elles ont prises pour les traiter. Ces campagnes pourraient être des activités de relations publiques pour les entreprises ou des méthodes de soutien à la disponibilité des ressources naturelles sur lesquelles elles dépendent pour leurs activités. Cette mesure peut être particulièrement appropriée pour les associations industrielles pour les entreprises qui exploitent de manière intensive les ressources naturelles.

26. Sensibiliser davantage le public sur l'importance de la diversité biologique et de ses éléments constitutifs peut également jouer un rôle important au maintien de la diversité biologique en encourageant les entreprises à intégrer les éléments de biodiversité dans leurs pratiques. Le public est composé de consommateurs et d'actionnaires qui ont le potentiel d'influencer les pratiques industrielles. Un public qui est informé sur les questions relatives à la diversité biologique aura tendance à exiger des entreprises qu'elles appliquent des normes élevées en matière de diversité biologique. Mieux faire prendre conscience au public de l'importance de la diversité biologique aux niveaux mondial et national, que ce soit au moyen de l'Initiative mondiale sur la communication, l'éducation et la sensibilisation du public ou

par d'autres mécanismes, pourrait, par conséquent, jouer un rôle significatif en encourageant l'implication des entreprises dans les questions relatives à la diversité biologique.

B. Utilisation d'orientations, normes et autres outils

27. Une liste d'orientations, normes et outils facilitant l'engagement du secteur privé dans les questions relatives à la diversité biologique est donnée ci-après :

a) *Intégrer la diversité biologique dans les normes comptables et de performance facultatives et obligatoires, les lignes directrices et les indices existants*, ainsi que les systèmes d'accréditation auxquels les sociétés doivent régulièrement se conformer, y compris ceux que les institutions financières utilisent habituellement pour prendre leurs décisions (par exemple les normes de la SEC, ^{8/} la loi Sarbanes-Oxley, ^{9/} l'"Initiative mondiale sur les rapports de performance" susmentionnée, l'indice FTSE4Good, ^{10/} la norme ISO 14001, les politiques et lignes directrices de sauvegarde de l'environnement de la Banque mondiale, la Société financière internationale et les banques régionales de développement). La majeure partie de ces normes et lignes directrices reflète rarement l'éventail complet des questions relatives à la diversité biologique, si jamais elles le font. S'assurer que la diversité biologique est bien intégrée dans les normes et les lignes directrices qui guident la prise de décision en matière d'investissement aidera à démarginaliser la diversité biologique en validant le fait que c'est un risque matériel et en la situant dans le contexte d'autres questions de durabilité. Intégrer la diversité biologique dans les normes existantes au lieu d'en créer de nouvelles aidera également à minimiser le poids de l'établissement des rapports pour les sociétés ;

b) *Elaborer des repères/critères sectoriels en matière de diversité biologique*. Avoir un ensemble de critères sectoriels en matière de diversité biologique qui suivent la même approche fournirait aux investisseurs et aux institutions financières un mécanisme complet pour évaluer les pratiques des sociétés en matière de gestion de la diversité biologique, et servirait à guider et à mesurer la performance des sociétés en matière de diversité biologique. Les critères pourraient être élaborés en conformité avec les indicateurs de 2010 et être intégrés dans les processus d'investissement ou adoptés par une institution de grande notoriété ;

c) *Elaborer des normes de protection de la diversité biologique*. Un cadre réglementaire solide et prévisible est important pour faciliter l'engagement du secteur privé dans les questions de diversité biologique. ^{11/} Les politiques, lignes directrices et normes relatives à la diversité biologique élaborées en application de la Convention participent à la réalisation de ce cadre réglementaire aux niveaux national et international. Néanmoins, il n'existe pas actuellement un ensemble de normes de diversité biologique exhaustif susceptible de guider ce cadre réglementaire. Traduire les buts et objectifs de la Convention dans un ensemble de normes claires, pouvant être transformées en objectifs concrets pour les entreprises, faciliterait l'intégration des éléments de la diversité biologique dans les politiques et pratiques des entreprises ;

d) *Orientations permettant de déterminer des politiques de protection de la diversité biologique*. Bien que de nombreuses entreprises affirment être concernées par l'environnement, seul un petit nombre d'entre-elles a mis en place des stratégies et politiques spécifiques pour prendre des mesures à l'égard de la diversité biologique dans leurs activités. Là où les sociétés ont défini des politiques

^{8/} Les normes de la SEC (Securities and Exchange Commission) sont des normes exécutoires établies par la Commission américaine des valeurs mobilières dans le but de protéger les investisseurs et de garantir l'intégrité des marchés.

^{9/} La loi Sarbanes-Oxley est une loi américaine établie en 2002 pour protéger les investisseurs par l'établissement de règles relatives aux obligations financières et comptables, que la SEC a plus particulièrement définies.

^{10/} L'indice FTSE4Good mesure la performance des sociétés qui répondent à des normes mondialement reconnues de comportement social d'entreprise. La FTSE est une société indépendante qui a démarré ses activités comme filiale commune entre le Financial Times et la Bourse de Londres.

^{11/} Voir l'atelier de l'OCDE sur "les accords environnementaux multilatéraux et l'investissement privé" ("MEAs and Private Investment") qui s'est tenu à Helsinki, les 16 et 17 juin 2005. Principaux messages.

relatives à la diversité biologique, il n'est pas rare que leurs engagements ne renferment pas les modalités nécessaires pour les mettre en œuvre. Les orientations sectorielles sur l'élaboration de politiques en faveur de la diversité biologique aideraient les sociétés à définir des politiques relatives à la diversité biologique progressives et saines, ou à intégrer en tous points les questions liées à la diversité biologique dans leur politique environnementale ou de durabilité en général. Cette assistance pourrait être basée sur un ensemble de principes et normes génériques pour la gestion de la diversité biologique dans les entreprises qui traduisent les buts et objectifs de la Convention ;

e) *Les orientations et outils permettant de concrétiser les engagements en matière de diversité biologique.* Un grand nombre de sociétés se sont engagées en matière de politiques relatives à la diversité biologique, mais ne disposent pas de stratégies et d'outils nécessaires à leur mise en œuvre. Les principaux instruments comprennent :

- i) les orientations sectorielles en matière de bonnes pratiques, telles que la création de plans d'action relatifs à la diversité biologique et l'intégration de la diversité biologique dans les évaluations de l'impact environnemental et social ;
- ii) les mesures de la valeur de la diversité biologique pour l'établissement des priorités et outils pour la prise de décision aux niveaux régional et du paysage ;
- iii) les mesures de compensation de la perte de diversité biologique : la poursuite de l'élaboration de normes standardisées visant à obtenir une mesure de compensation de la perte de diversité biologique permettrait aux sociétés de remplir leurs engagements en leur permettant de compenser les impacts négatifs inévitables de leurs activités ;

f) *Les partenariats avec les organisations de la société civile.* Les organisations de la société civile qui sont spécialisées dans les questions relatives à la diversité biologique peuvent aider les sociétés à définir et à traduire en mesures concrètes leurs politiques en matière de diversité biologique. En retour, les sociétés peuvent offrir des compétences de gestion et une gamme d'autres compétences et ressources potentiellement pertinentes ;

g) *Les mesures d'incitation.* Une aide peut être apportée aux Parties pour élaborer et mettre en œuvre des mesures d'incitation pour l'implication du secteur privé dans la conservation de la diversité biologique et l'utilisation durable de ses éléments constitutifs. Cette aide comprend des mesures réglementaires ayant force de loi, ainsi que des mesures d'incitation plus souples, telles que les systèmes commerciaux ou les taxes qui encouragent la création de marchés. De même, travailler en collaboration avec les Parties pour éliminer les mesures d'incitation à effets pervers aiderait à mettre mieux en évidence l'importance des questions de diversité biologique au sein du secteur privé. Ces questions sont examinées dans le cadre du programme de travail sur les mesures d'incitation (décision V/15) élaboré conformément à l'article 11 de la Convention.

C. Renforcer et promouvoir les bonnes pratiques dans une perspective plus large

28. Un des plus grands défis de l'implication des entreprises dans les questions relatives à la diversité biologique va au-delà des chefs d'entreprise pour engager le reste du secteur. La majorité des sociétés ne sont pas conscientes de leurs impacts sur la diversité biologique, refusent de l'admettre ou ne se sentent pas concernées par la pression exercée sur elles pour minimiser ou atténuer leurs impacts. Rares sont les entreprises d'État, par exemple, soumises aux attentes des consommateurs et des investisseurs, et les petites et moyennes entreprises manquent souvent d'expérience ou de capacité pour examiner les questions relatives à la diversité biologique.

29. Les bonnes pratiques au sein du secteur plus large des entreprises peuvent être promues par le biais des associations industrielles, des conseils d'entreprises et autres organismes du secteur privé. En outre, les organisations de la société civile et les institutions universitaires qui prennent part activement à la promotion de la responsabilité sociale des entreprises, notamment à la bonne gestion en matière de

diversité biologique, peuvent réussir à toucher une large gamme d'acteurs du secteur privé. Des organismes publics compétents peuvent également jouer un rôle par l'établissement de contacts avec diverses industries et en facilitant l'implication du secteur privé dans les questions relatives à la diversité biologique. Cela vaut particulièrement pour les entreprises d'État, qui peuvent être utilisées pour établir un exemple pour les autres sociétés qui exercent leurs activités sur le même territoire.

30. En plus du matériel de sensibilisation et des orientations sur les bonnes pratiques décrits à la section A ci-dessus, l'examen de cas concrets par les chefs d'entreprise peuvent aider à promouvoir et à renforcer les bonnes pratiques. Leurs expériences peuvent également être mises en commun au moyen d'ateliers sur les outils de bonne pratique ou par le biais de la création de partenariats ciblés. La mise à disposition d'un fonds d'amorçage pour ces ateliers et partenariats faciliteraient la participation des petites et moyennes entreprises.

31. Plusieurs principes, lignes directrices, systèmes de certification et autres outils qui présentent un intérêt pour les questions d'entreprises et de diversité biologique existent déjà ; ils n'ont cependant pas encore été inventoriés ou rassemblés dans un emplacement unique et accessible. En outre, il n'est pas rare que les sociétés ne sachent pas quels sont les meilleurs outils. Les entreprises bénéficieraient vraisemblablement de l'élaboration d'une source d'information sur les outils de bonne pratique, ainsi que sur les orientations sur les outils qui répondent aux bonnes pratiques.

D. Impliquer le secteur privé dans le processus de la Convention

32. Faciliter l'implication du secteur privé, en tant que partie prenante légitime, dans le processus de la Convention aidera à maintenir ce secteur informé et engagé sur les questions en matière de diversité biologique. Le processus s'appuyera également sur les compétences, technologies et capacités des entreprises et de l'industrie à partager les meilleures pratiques, et aidera à s'assurer que les produits du processus de la Convention (outils, lignes directrices, etc.) sont réalistes et utiles.

33. Au niveau national, les Parties pourraient donner un degré de priorité élevé à l'implication des entreprises et des associations industrielles exerçant leurs activités sur leur territoire dans l'application de la Convention au niveau national. Ceci permettrait de s'assurer que les sociétés avaient connaissance de la législation nationale en matière de diversité biologique, s'y conformaient et participaient également à la réalisation des objectifs de la Convention. La main tendue des Parties pourrait se présenter par le biais de l'implication du secteur privé dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies et plans d'action nationaux sur la diversité biologique et autres politiques et règlements relatifs à la diversité biologique, tels que les lois en matière d'approvisionnement en ressources, les mécanismes de certification des produits et les réglementations de la planification. Associer les représentants du secteur privé aux préparatifs des réunions qui se déroulent dans le cadre de la Convention, les inclure dans les délégations nationales participant à ces réunions et, lorsque cela se justifie, les désigner pour prendre part aux groupes d'experts techniques, viendraient faciliter cette main tendue, comme c'est le cas des ateliers visant à renforcer le dialogue entre les représentants des gouvernements et les entreprises.

34. Au niveau intergouvernemental, l'implication pourrait inclure :

a) d'encourager, au moyen des mécanismes existants, l'apport du secteur privé dans les réunions de la Conférence des Parties, l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques et autres réunions à composition non limitée pertinentes de la Convention ;

b) de faciliter l'apport du secteur privé dans les programmes de travail thématiques et les questions intersectorielles de la Convention, le mécanisme d'échange et autres processus connexes relevant de la Convention. Cela peut se faire par le biais de consultations mais également en invitant le secteur privé à participer aux activités des groupes d'experts et aux réunions des groupes de liaison pertinents ;

c) de créer un mécanisme spécifique pour l'implication du secteur privé dans le processus de la Convention, tel qu'un groupe de liaison sur les questions relatives au secteur privé ou un réseau volontaire lié au Partenariat mondial pour la diversité biologique proposé (voir UNEP/CBD/WG-RI/1/7Add.1).

VI. INITIATIVES ET POSSIBILITÉS EXISTANTES

35. Les méthodes spécifiques de l'implication du secteur privé devraient être élaborées à la lumière des initiatives sur les entreprises et la diversité biologique existantes afin de veiller à ce qu'elles mettent à profit les enseignements tirés de ces initiatives, ne les décrédibilisent pas ou les répètent inutilement. Un échantillon représentatif est donné à titre indicatif des initiatives existantes est présenté ci-dessous (voir <http://www.biodiv.org/doc/meetings/biodiv/b2010-01/information/b2010-01-inf-01-en.doc> pour une liste plus complète) :

a) L'Initiative Energie et Biodiversité (EBI) est un partenariat entre quatre sociétés (BP, ChevronTexaco, Shell et Statoil) et cinq organisations de conservation (Conservation International, Fauna and Flora International, UICN, The Nature Conservancy et Smithsonian Institution) visant à améliorer la performance environnementale des opérations énergétiques et à maximiser les possibilités pour la conservation de la diversité biologique dans l'industrie pétrolière et du gaz. Un certain nombre d'outils et de lignes directrices ont été élaborés à cette fin, parmi lesquels des indicateurs de la diversité biologique et des lignes directrices pour intégrer la diversité biologique dans les stratégies de gestion de l'environnement, les évaluations de l'impact environnemental et social, et les processus de sélection des sites ;

b) Plusieurs organisations non gouvernementales et intergouvernementales de sauvegarde de la diversité biologique ont élaboré des programmes visant à impliquer le secteur privé. L'UICN a lancé son Initiative Entreprise et Biodiversité en 2001 et collabore avec plusieurs partenaires issus de la société civile et du secteur privé pour démarginaliser la diversité biologique au sein des entreprises. Le dialogue UICN-CIMM (Conseil international des mines et des métaux), par exemple, vise à améliorer la performance de l'industrie minière dans le domaine de la conservation de la diversité biologique et à fournir une plate-forme pour la collaboration entre les parties prenantes ;

c) D'autres organisations non gouvernementales, telles que les Amis de la Terre, ont suivi une approche différente pour engager les entreprises dans les questions relatives à la diversité biologique. Ces organisations agissent en tant qu'organismes de surveillance, s'assurant que les entreprises sont responsables de leurs actions et s'acquittent de leurs engagements et obligations relatifs à la diversité biologique en faisant pression sur les gouvernements et les organisations intergouvernementales, en sensibilisant les consommateurs et à travers d'autres formes d'activisme ;

d) Un certain nombre de sociétés ont des normes éthiques strictes et/ou des politiques spécifiques en matière de diversité biologique. Unilever, un des fondateurs, avec le WWF, du MSC, a fixé lui-même l'objectif d'utiliser seulement des poissons qui proviennent de la pêche durable d'ici à 2005. Cet objectif est en avance par rapport aux objectifs adoptés par le Sommet mondial pour le développement durable et la Convention, et pourrait être utilisé pour augmenter les normes et accroître la crédibilité de l'objectif de 2010 ;

e) Plusieurs Fonds d'investissement encouragent les sociétés dans lesquelles ils investissent à traiter les préoccupations en matière de diversité biologique par le biais d'un activisme actionnarial. Insight Investment, le gestionnaire de patrimoine pour Halifax et la Banque d'Ecosse, applique sa politique sur le gouvernement d'entreprise et la responsabilité des sociétés à l'ensemble des actifs qu'il gère (environ 75 milliards de livres sterling) et noue un dialogue avec les sociétés afin de les encourager à adopter des normes élevées sur les questions sociales, environnementales et éthiques. Insight Investment travaille actuellement avec les compagnies d'extraction et de distribution d'énergies dans lesquelles il investit pour intégrer la diversité biologique dans leurs pratiques et a élaboré des critères en matière de diversité biologique pour mesurer leur performance ;

f) Certaines agences de crédit à l'exportation, les banques privées et les établissements de crédit multilatéraux ont commencé à intégrer la diversité biologique dans leurs décisions en matière d'investissement. La Société financière internationale (SFI), par exemple, est en train d'intégrer les éléments de la diversité biologique dans ses normes de performance pour le financement du secteur privé sur les marchés émergents dans le cadre de sa politique en matière de durabilité sociale et environnementale ;

g) Le Pacte mondial est une Initiative du Secrétaire général des Nations Unies qui a été lancée en 2000. Il regroupe des centaines de sociétés à travers le monde, les organisations internationales du travail, les organisations de la société civile et les agences des Nations Unies dans le but de promouvoir une citoyenneté d'entreprise responsable et d'engager les entreprises dans la solution des défis posés par la mondialisation. Le Pacte mondial est une initiative volontaire basée sur dix principes universels relatifs aux droits de l'homme, aux normes du travail, au respect de l'environnement et à la lutte contre la corruption, les signataires cherchant à avancer par le dialogue, l'acquisition de connaissances, l'établissement de réseaux et l'élaboration de projets aux niveaux national ou régional. Les engagements pris au titre du Pacte mondial n'ont pas force de loi. Plus exactement, le Pacte mondial se fonde sur la responsabilité publique, la transparence et l'intérêt bien compris de chaque entreprise, la société civile et les syndicats pour mettre en œuvre les dix principes.

36. Les diverses approches mentionnées ci-dessus peuvent s'appuyer mutuellement pour renforcer les normes et promouvoir les questions de la diversité biologique.

VII. CONCLUSION

37. En tant que partie prenante concernée par la diversité biologique de poids, le secteur privé est susceptible d'apporter une contribution significative aux objectifs de la Convention en intégrant les éléments de la diversité biologique dans ses politiques et pratiques. Jusqu'à présent, ce potentiel est demeuré dans une large mesure inexploité. L'objectif de 2010 et l'objectif 4.4 du Plan stratégique, néanmoins, ont apporté un regain d'attention sur l'implication du secteur privé dans l'application de la Convention. Parallèlement, les entreprises ont commencé à reconnaître par elles-mêmes l'importance de la diversité biologique pour la viabilité de leurs activités, créant de ce fait des conditions propices à leur engagement.

38. Afin de tirer parti de l'apport potentiel du secteur privé à la réalisation de l'objectif de 2010, les Parties doivent considérer les voies et les moyens d'encourager et de soutenir l'engagement des entreprises dans les questions relatives à la diversité biologique, soit dans le cadre du processus formel de la Convention soit en parallèle à celui-ci. Les Parties doivent davantage prendre appui sur les initiatives, programmes et partenariats pertinents, y compris la réunion sur « l'Entreprise et le défi 2010 de la diversité biologique » afin de garantir que, d'ici à 2010, toutes les parties prenantes soient engagées dans l'application de la Convention et travaillent ensemble pour réaliser les objectifs de la Convention.
